



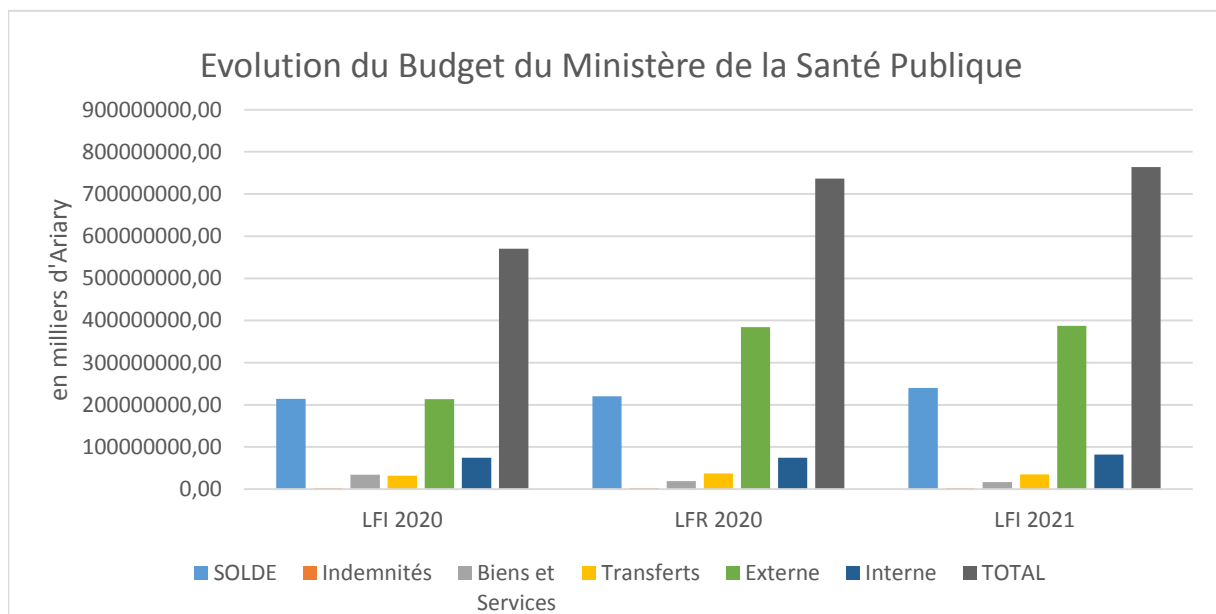
## LOI DE FINANCES INITIALE 2021 : redéfinir les priorités en fonction des urgences du contexte actuel

### RECOMMANDATION 1 : DOTER LE MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE DE PLUS DE BUDGET :

Même s'il semble que Madagascar se débrouille bien en matière de gestion de la crise sanitaire en se référant aux statistiques officielles, nous pensons qu'il est impératif d'améliorer et d'assurer la capacité de riposte du système sanitaire pour faire face aux éventuels risques de 2<sup>ème</sup> vague de contamination du corona virus et continuer à lutter contre les autres maladies transmissibles.

Au niveau de la PLF2021, nous observons une diminution des dépenses de fonctionnement, soit une baisse respectivement de -0,15%, -10,00% et -4,84% pour les Indemnités, les Biens et services et les Transferts. Ainsi, nous pensons que les dépenses de fonctionnement en Biens et services méritent une augmentation. De plus, nous exigeons plus de transparence sur la ventilation des transferts.

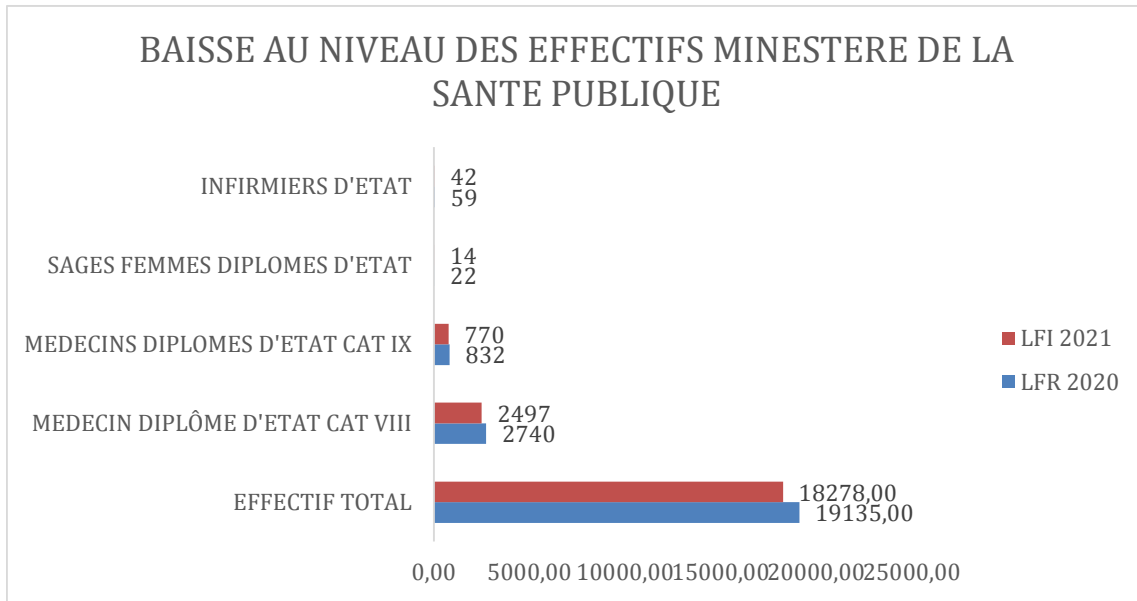
**Figure 1:EVOLUTION DU BUDGET DU MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE**



### ❖ AUGMENTER LES EFFECTIFS DU PERSONNEL DE LA SANTE :

A travers le PLF 2021, une contraction de 4,69% des effectifs du Ministère de la santé publique en passant de 19135 à 18278 est constatée, ce qui serait illogique étant donné que la pandémie du Covid-19 a démontré l'insuffisance du personnel de la santé à Madagascar. Par exemple, le nombre de Médecins diplômés d'Etat catégorie VIII et IX ont chuté respectivement de 9,73% (en passant de 2740 à 2497) et 8,05% (en passant de 832 à 770) alors que le nombre de sages-femmes diplômé d'Etat et le nombre d'infirmiers d'Etat ont baissé respectivement de 57,14% (en passant de 22 à 14) et 40,48% (en passant de 59 à 42). Ainsi, nous recommandons une augmentation des effectifs au sein du Ministère de la Santé Publique

**Figure 2: BAISSÉ AU NIVEAU DES EFFECTIFS DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE**



**❖ BESOINS D'ÉCLAIRCISSEMENT PAR RAPPORT AU BUDGET D'INVESTISSEMENT INTERNE DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE :**

A première vue, une hausse des dépenses d'investissement interne de 10,87% est constatée au niveau du PLFI 2021. Cependant, lorsque nous analysons les Programmes d'investissement public (PIP) financés par RPI, force est de constater que cette hausse est uniquement liée à une forte augmentation du programme «024 - Administration et Coordination ». En effet, le budget alloué pour la réalisation de ce programme a énormément augmenté de 1.371,13% en passant de 2,719 milliards d'Ariary à 40 milliards d'Ariary, tandis que les programmes « 505 - Lutte contre les maladies », « 506 - Survie et développement de la mère et de l'enfant » et « 508 - Fourniture des soins de santé de qualité » ont chuté respectivement de 39,07%, de 55,97% et de 40,64%.

PROGRAMMES	INVESTISSEMENT INTERNE LFR 2020	INVESTISSEMENT INTERNE LFI 2021	VARIATION ENTRE LFR 2020 et LFI 2021	VARIATION ENTRE LFR 2020 et LFI 2021
024 - Administration et Coordination	2,719	40	37,281	1371,13%
505 - Lutte contre les maladies	2,749	1,675	-1,074	-39,07%
506 - Survie et développement de la mère et de l'enfant	1,515	0,667	-0,848	-55,97%
508 - Fourniture des soins de santé de qualité	67,165	39,866	-27,299	-40,64%
<b>TOTAL</b>	<b>74,149</b>	<b>82,208</b>	<b>8,059</b>	<b>10,87%</b>

Ainsi, nous nous attendons à ce que le gouvernement fournisse des explications plus détaillées par rapport à l'utilisation de ces 40 milliards d'Ariary destinés essentiellement à la réalisation de « Nouveaux Projets d'Emergence » au détriment d'une baisse considérable du budget consacré aux autres programmes. D'autant plus qu'au niveau du cadre d'orientation stratégique nous ne constatons aucune amélioration significative des indicateurs de résultats (pour ceux qui en disposent) en parallèle avec l'augmentation énorme du budget consacré à l'administration et coordination. A l'instar du pourcentage de CSBII sans médecins qui ne diminue que de 2% en passant de 40% à 28% et du nombre des districts ayant des CSU opérationnelles qui se trouve être inchangé en restant à 10.

#### ❖ **RENFORCER LE BUDGET DES CENTRE HOSPITALIER DE REFERENCE DISTRICT(CHRD) :**

Nous constatons également que tous les CHRD ont subi une contraction du budget d'ordre de 6,53% en moyenne à part 3 CHRD dont celui d'Ambalavao qui a connu une hausse de 50,58% de son budget en passant de 46,542 millions d'Ariary à 70,082 millions d'Ariary ainsi que les CHRD Ambato Boeni et Morafenobe qui ont vu leur budget augmenté respectivement de 0,26% et de 1,26%. Par contre, le CHRD Mahabo a vu son budget chuté de 56,28% en passant de 26,896 millions d'Ariary à 11,760 millions d'Ariary. Ainsi, nous pensons que la répartition des ressources entre les Districts doit être équitable en fonction du contexte de chaque district.

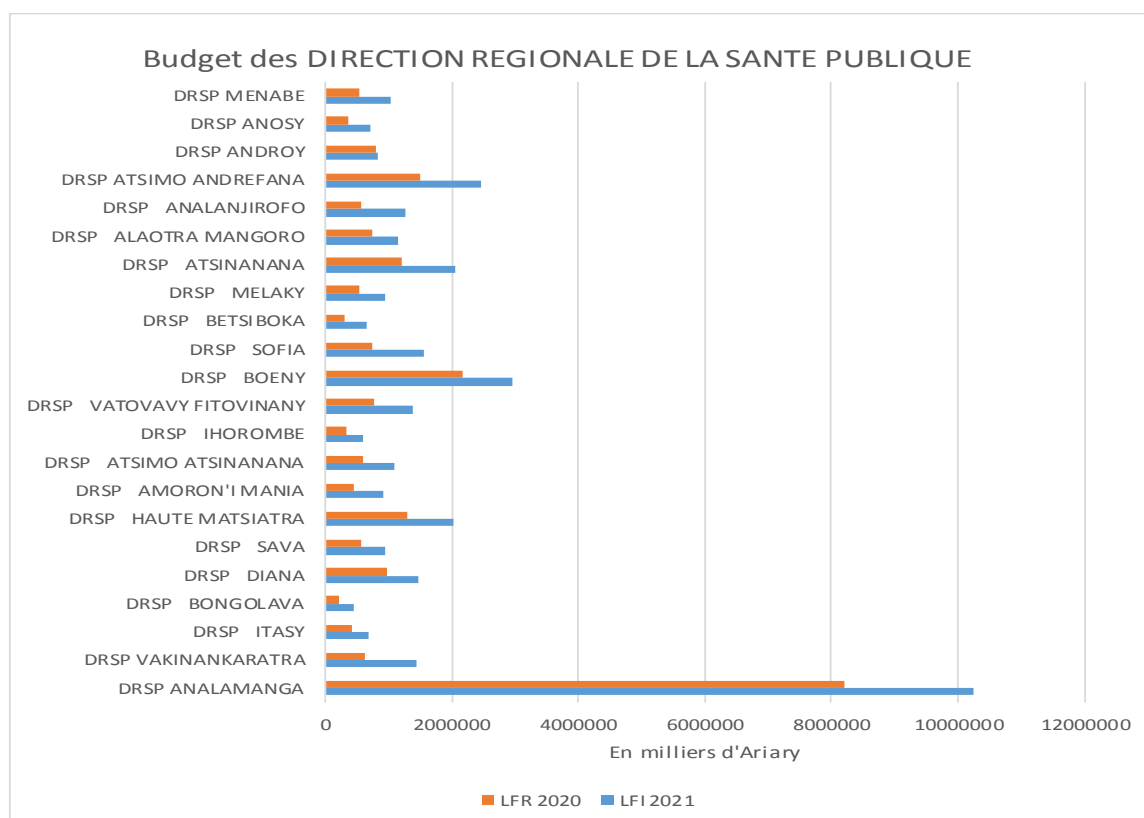
#### ❖ **RENFORCER LE BUDGET DES DIRECTIONS DU MINESTERE DE LA SANTE AYANT UN IMPACT DIRECT SUR LA SANTE ET LE BIEN ETRE DES POPULATIONS VULNERABLES**

Nous notons également une baisse significative de 87,37% du budget de la « Direction des Hôpitaux des Régions et des Districts » par rapport à la LFR 2020 en passant de 39,54 milliard d'Ariary à 4,99 milliard d'Ariary. Aussi, la Direction des soins de santé de base (DSSB) et la Direction du Programme Elargi de Vaccination (DPEV) ont connu respectivement une chute de 76,31 % et de 64,38% du leurs budget en passant respectivement de 15,27 milliard d'Ariary à 3,617 milliard d'Ariary et de 40,82milliard d'Ariary à 14,54 milliard d'Ariary.

Par rapport aux Directions régionales de la Santé Publique, une hausse de 76,71% en moyenne est constatée. Cependant, l'importance de la variation par rapport à la LFR 2020 diffère d'une région à l'autre. En effet, des DRSP comme celle de VAKINANKARATRA ou SOFIA ont vu leurs Budget augmenter respectivement de 129,03% et de 109,77% alors que le DRSP ANDROY n'a pu obtenir qu'une augmentation de 5,20%. Ainsi, nous pensons que des éclaircissements sont nécessaires quant aux critères d'augmentation du budget de chaque DRSP.

Il est à noter que le DRSP BONGOLAVA dispose du budget le plus bas avec un montant de 453,149 millions d'Ariary et le DRSP ANALAMANGA dispose du budget le plus élevé avec un montant de 10,23milliard d'Ariary. Aussi, 75% des DRSP ont un budget inférieur à 1,539 milliard d'Ariary.

**Figure 3: BUDGET DES DIRECTION REGIONALE DE LA SANTE PUBLIQUE**



**RECOMMANDATION 2 : LA VOLONTE DU GOUVERNEMENT DE LUTTER CONTRE LA FAIM ET L'INSECURITE ALIMENTAIRE DOIT ETRE RETRACEE AU NIVEAU DE LA LFI 2021 A TRAVERS L'AUGMENTATION DE NOS INVESTISSEMENT INTERNE (Ne Pas hypothéquer nos capacités de survie aux Investissements externes des PTF et/ou PPP).**

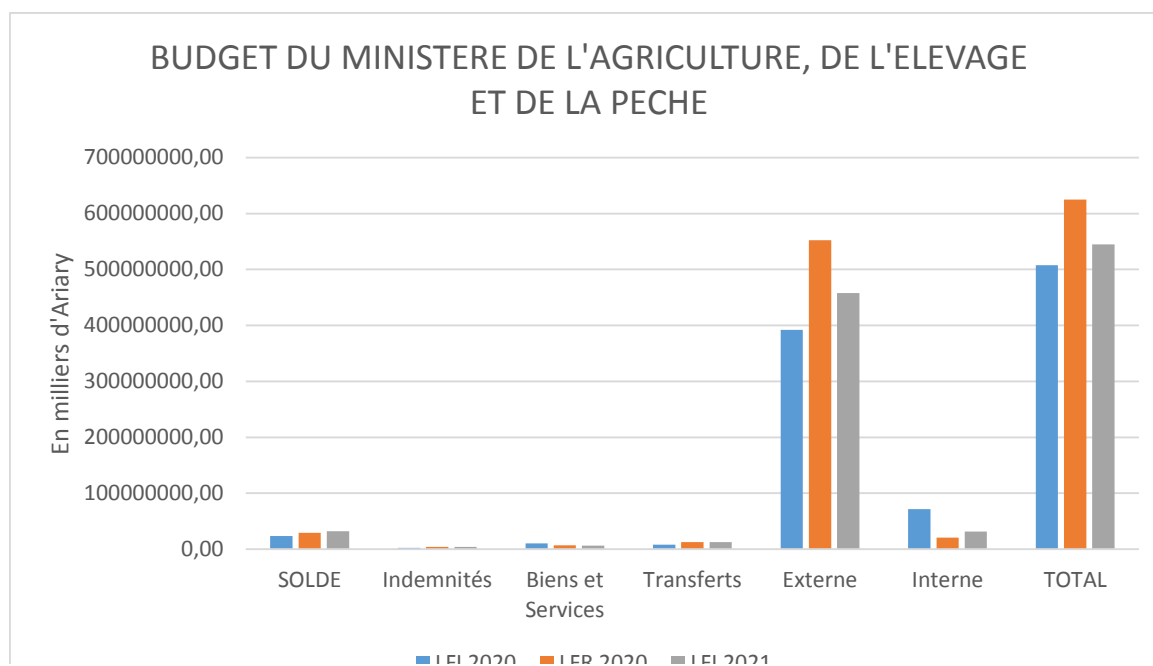
**❖ DIMINUTION DU BUDGET TOTAL DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE PAR RAPPORT A LA LFR 2020 :**

Par rapport à la LFR 2020, le budget total du MAEP a diminué de 12,79% en passant de 624,879 milliard d'Ariary à 544,933 milliard d'Ariary. La diminution s'explique essentiellement par une chute de l'Investissement Externe de -17,02% et des dépenses de fonctionnement destinées aux biens et services qui ont subi une baisse de -2,31%.

**❖ POURQUOI UNE CONTRACTION DE L'INVESTISSEMENT INTERNE DU MAEP PAR RAPPORT A LA LFI 2020 ?**

Cependant, si nous nous référons à la LFI 2020, le budget total a connu un accroissement de 7,29% en passant de 507,898 milliard d'Ariary à 544,933 milliard d'Ariary. Par contre, une chute considérable de l'Investissement Interne de 55,80% est constatée en passant de 71,356 milliard d'Ariary à 31,538 milliard d'Ariary. Aussi, les dépenses de Biens et services ont subi une contraction de 37,98% en passant de 10,39 milliard d'Ariary à 6,44 milliard d'Ariary.

**Figure 4: BUDGET DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE**

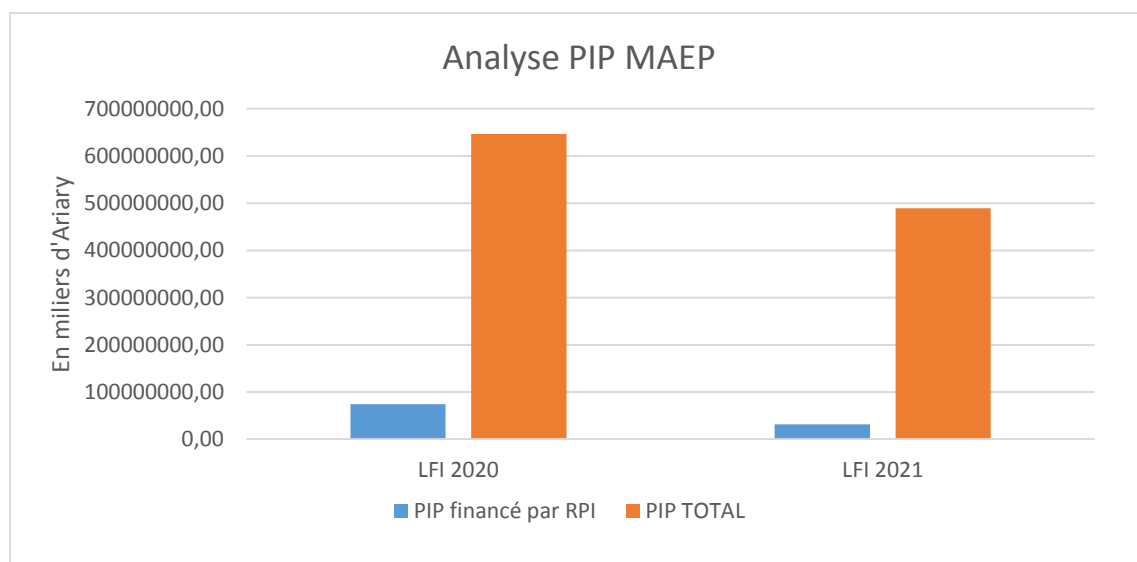


**❖ BAISSSE DES PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC DU MAEP QUI EST DE PLUS EN PLUS FORTEMENT DEPENDANT DE L'EXTERIEUR :**

Maintenant, en analysant les PIP (Programme d'Investissement Public) du MAEP, nous constatons une contraction des PIP de 24,30% comme l'illustre le graphique ci-dessous. En effet, le montant des PIP a diminué en passant 646,8150 milliard d'Ariary au niveau de la LFI 2020 à 489,625 milliard d'Ariary au niveau de la LFI 2021. Par ailleurs, compte tenu de ce qui précède, force est de constater que le PIP financé par les RPI (Ressources Propres Internes) a également chuté de 57,46% en passant de 73,999 milliard d'Ariary dans la LFI 2020 à 31,48 milliard d'Ariary dans la LFI 2021.

Plus particulièrement, par rapport à la LFI 2020 pour la mission Agriculture nous constatons une baisse de 73,04% par rapport au investissement interne en passant de 73,725 milliards d'Ariary à 19,879 milliards d'Ariary et une baisse de -18,36% en passant de 491,939 milliards d'Ariary à 401,601 milliards d'Ariary.

**Figure 5: Analyse du PIP du MAEP**



Dans le projet de loi de finance initial 2021, l'Etat malagasy entend lister parmi ses priorités la résilience socio-économique ainsi que l'atténuation des effets des chocs économiques et sociaux observés dont la famine dans le sud. Cependant, nous pensons à travers l'analyse des PIP précédente que la LFI 2021 ne retrace pas suffisamment la volonté de l'Etat d'investir en milieu rural pour lutter contre la famine et l'insécurité alimentaire à Madagascar. En effet, le financement du secteur agricole dépend fortement de l'extérieur : seulement 6,43% des Programme d'Investissement Public du MAEP sont financés par nos ressources propres internes (RPI). De plus, l'utilisation des fonds 10 milliard d'Ariary pour la réalisation des « Nouveaux Projets d'Emergence » doit être expliquée pour plus de transparence.

#### ❖ INDICATEURS DE RESULTAT BLANC OU NON PERTINENTS DANS LA DESCRIPTION STRATEGIQUE DES PROGRAMMES :

Nous constatons également au niveau de quelques ministères et institutions l'absence de valeurs dans les indicateurs de résultat qui doivent être utilisés pour évaluer la réalisation des objectifs. Par exemple, au niveau du MAEP nous constatons un vide par rapport aux indicateurs de résultat « 411-1-1-1-R1 - Superficies hydro-agricoles irriguées », « 411-1-1-2-R1 - Montant de subvention allouée aux producteurs » et « 411-1-2-1-R1 - Nombre d'OP et ménages bénéficiaires » qui permettent d'évaluer l'atteinte des objectifs spécifiques « 411-1-1 - Structurer le monde rural et faire des aménagements intégrés » et « 411-1-2 - Promouvoir des systèmes de production agricoles améliorés et compétitifs ».

Au niveau de la Primature, le budget de OFFICE NATIONAL DE NUTRITION-PROGRAMME DE NUTRITION COMMUNAUTAIRE a augmenté de 98,59% en passant de 36,015 milliard d'Ariary à 71,521 milliard d'Ariary. Aussi, le Programme Pays Nutrition sur subvention du PAM en matière de PIP dispose d'un montant de 30,816 milliard d'Ariary. Cependant, nous ne trouvons aucun indicateur de résultat pertinent lié à la nutrition au niveau du Cadre d'Orientation Stratégique de la Primature (juste des « OUI » ou « NON » comme indicateur.

### RECOMMANDATION 3 : DOTER LES INSTITUTIONS DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES ORGANES DE CONTROLE DES FINANCES PUBLIQUES DE BUDGET SUFFISANT POUR MENER A BIEN LEURS ACTIVITES

Les orientations de la politique générale de l'Etat (PGE) entendent définir comme haute priorité la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption. Cependant, cette volonté n'est pas retracée à travers la LFI 2021. En effet, si le budget reste inchangé pour le BIANCO et le SAMIFIN, nous constatons par contre une baisse du budget pour le CSI et le PAC avec une baisse respective de 3,73% et de 2,45%.

Ces organes de lutte contre la corruption ne disposent pas de moyens suffisants pour mener à bien leurs activités. En effet, le BIANCO et le PAC n'ont été accordés que de 37,03% et 45,69% de leurs besoins avec un budget total respectif de 8,728 milliard d'Ariary et de 3,503 milliard d'Ariary.

	BUDGET NECESSAIRES TOTAL	BUDGET ACCORDE AU NIVEAU DE LA LFI 2021	BUDGET ACCORDE (%)	Variation du Budget entre la LFI 2021 et LFR 2020
CSI	2 441 415 000	1 643 301 000,00	67,31%	-3,73%
BIANCO	23 574 716 000	8 728 810 000,00	37,03%	0,00%

<b>SAMIFIN</b>	<b>3 090 000 000</b>	<b>1 944 711 000,00</b>	62,94%	0,00%
<b>PAC</b>	<b>7 668 450 000</b>	<b>3 503 829 000,00</b>	45,69%	-2,45%
<b>ARAI</b>	<b>3 240 000 000</b>	-	-	-

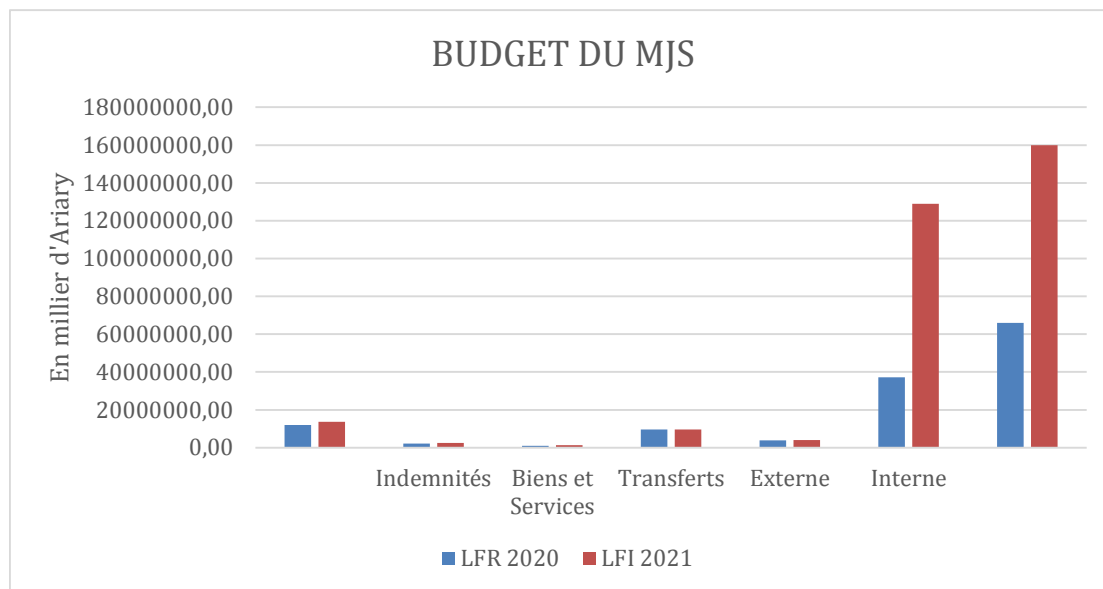
Nous constatons également que les budgets alloués aux organes de Contrôle Externe des Finances Publiques ont chuté de 6,54%.

	<b>LFR 2020</b>	<b>LFI 2021</b>	<b>Variation entre LFR 2020 et LFI 2021</b>
<b>Contrôle externe des Finances Publiques</b>	<b>803 969 000,00</b>	<b>751 415 000,00</b>	<b>-6,54%</b>
COMMISSION DE CONTRÔLE DU FINANCEMENT DE LA VIE POLITIQUE (CCFVP)	170 804 000,00	134 804 000,00	<b>-21,08%</b>
COUR DES COMPTES ANTANANARIVO	280 290 000,00	277 978 000,00	<b>-0,82%</b>
TRIBUNAL FINANCIER ANTANANARIVO	59 200 000,00	60 200 000,00	1,69%
TRIBUNAL FINANCIER ANTSIRANANA	62 756 000,00	60 074 000,00	<b>-4,27%</b>
TRIBUNAL FINANCIER FIANARANTSOA	67 437 000,00	57 797 000,00	<b>-14,29%</b>
TRIBUNAL FINANCIER MAHAJANGA	48 732 000,00	53562 000,00	9,91%
TRIBUNAL FINANCIER TOAMASINA	67 800 000,00	57 700 000,00	<b>-14,90%</b>
TRIBUNAL FINANCIER TOLIARA	46 950 000,00	49 300 000,00	5,01%

#### RECOMMANDATION 4: Budget alloué au programme « Appui au Développement du Sport de Haut Niveau » du Ministère de la jeunesse et des Sports à reconsidérer :

Dans une période post-covid où l'économie est morose et les séquelles laissées par la pandémie sur le social se font ressentir, nous pensons qu'une redéfinition des priorités de la PLF 2021 est indispensable. En effet, l'augmentation du budget du Ministère de la Jeunesse et des Sports est injustifiée par rapport aux priorités. Nous notons une hausse de 142,24% de son budget total par rapport à la LFR 2020 en passant de 65,993 milliard d'Ariary à 159,862 milliard d'Ariary. Aussi, avec ses Investissements internes de 128,944 milliard d'Ariary dans le PLF 2021, l'augmentation est de 245,96% par rapport à la LFR 2020.

Figure 6: BUDGET DU MJS



Ainsi, nous notons que l'augmentation du PIP financé par RPI au niveau du MJS est essentiellement liée au programme « Appui au développement du Sport de haut Niveau » qui dispose de 118,944 milliard d'Ariary, soit une augmentation de 221,94% par rapport à la LFR 2020.

Nous sommes persuadés que pour la réalisation de ce programme, un montant de 39,27 milliards d'Ariary comme celui inscrit au niveau de la LFR doit être retenu en tenant compte de l'inflation, ce qui dégage une possibilité de réallocations de 89,324milliards Ar.



## CONCLUSIONS

- ❖ Le rapport de l’OMS en 2018 confirme que la population malagasy est encore insuffisamment protégée face aux problèmes de santé. L’offre de services de santé ne donne pas encore pleine satisfaction car les structures de santé ne sont pas toujours fonctionnelles et la qualité des services doit encore être améliorée. Le système souffre de dysfonctionnements caractérisés par le manque de personnel et l’insuffisance et la vétusté d’une grande partie du patrimoine du réseau de soins. Par ailleurs, la survenue de la pandémie du Covid-19 nous rappelle l’importance de renforcer notre système de santé de sorte qu’il est désormais impératif d’augmenter le budget alloué à la santé.
- ❖ Dans le cas où la gymnastique budgétaire serait difficile pour le Gouvernement étant donné que les ressources peuvent être limitées, nous proposons de garder le fonds alloué à la réalisation du programme « Appui au développement du Sport de Haut Niveau » au niveau du Ministère de la Jeunesse et des Sports à 39,27 milliards d’Ariary (montant inscrit au niveau de la LFR 2020 avec prise en compte du taux d’inflation). Ce qui dégagerait une possibilité de réallocations de 89,324 milliards d’Ariary en faveur de la santé. En effet, nous estimons que **ce programme n’est pas une priorité immédiate** comparée à d’autres besoins urgents, notamment aux besoins urgents des populations les plus vulnérables face aux impacts sociaux économiques du Covid-19. Certes, la construction de stades figure parmi les promesses présidentielles, mais le Chef de l’Etat a également promis dans son velirano « *La santé pour tous et à tout âge : Assurer l’accès aux soins à tous, améliorer la santé mère-enfant, prévenir les maladies, réformer le système de retraite* ». De plus, la survenue de la pandémie du Covid-19 nous a fait savoir que **la santé constitue la priorité des priorités**.
- ❖ Avec une hausse du Budget du Ministère de la Santé Publique, nous recommandons une augmentation des effectifs au sein du Ministère de la Santé Publique. Cependant, les critères d’augmentation pour chaque poste reviennent au ministère selon les besoins prioritaires. Nous suggérons quand même d’augmenter l’effectif des Médecins diplômés d’Etat (Cat. VIII) à 3207, celui des médecins diplômés d’Etat (Cat.IX) à 1015, des sages-femmes diplômés d’Etat à 40 ainsi que les infirmiers d’Etat à 80.
  - Aussi, nous exigeons une meilleure ventilation des Investissements internes au niveau du Ministère de la Santé Publique entre les différents programmes jugés tous prioritaires tout en faisant preuve de plus transparence par rapport à l’utilisation des fonds consacrés au « Nouveaux Projets d’Emergence ».
  - Nous pensons qu’il faut renforcer le budget des CHRD afin d’assurer une meilleure capacité de gestion sanitaire au niveau des collectivités territoriales décentralisées. Aussi, le ministère de la santé publique doit fournir plus d’éclaircissement par rapport à l’abaissement du budget du CHRD Mahabo qui dispose du budget le plus bas au niveau de cette LFI 2021.
  - Nous estimons que les budgets des Direction des soins de santé de base (DSSB) et la Direction du Programme Elargi de Vaccination (DPEV) doivent être renforcés. Par ailleurs, les critères d’augmentation des Budgets des DRSP doivent être expliqués et justifiés afin d’assurer une meilleure répartition équitable des ressources entre les régions.
- ❖ Nous pensons que des efforts doivent être déployés pour augmenter notre contribution dans les réalisations des Programme d’Investissement Public pour éviter une forte dépendance de l’extérieur vis-à-vis du secteur agricole et pour avoir plus d’autonomie dans la gestion des fonds. Plus particulièrement, nous recommandons l’augmentation des PIP au niveau de la mission Agriculture.
- ❖ Les indicateurs liés à la nutrition, à la sécurité alimentaire, à l’agriculture et au développement rural au niveau de la LFI 2021 doivent être révisés et à jours. En effet, nous constatons que soit la valeur des indicateurs sont blancs (vides), soit les indicateurs eux-mêmes ne sont pas assez pertinents.
- ❖ Les institutions de lutte contre la corruption ainsi que les organes de contrôle externe des Finances Publiques doivent bénéficier des moyens nécessaires à la réalisation de leurs activités.

## ANNEXE 1 : AUGMENTATION DU BUDGET DU MINISTERE DE LA SANTE

Avec les 89,324 milliards du Ministère de la Jeunesse et des Sports, nous pouvons augmenter de 10% le budget total du Ministère de la Santé pour atteindre 853,046 milliards d'Ariary. Le tableau ci-dessous présente la ventilation :

**Table 1: BUDGET DU MINISTERE DE LA SANTE**

En milliard d'Ariary	SOLDES	FONCT	INVEST		TOTAL	Source de réallocation
			EXT	INT		
<b>024 - Administration et Coordination</b>	289,095	8,218	5,223	36,657	339 194,25	<b>89,324 milliards d'Ariary du MJS destinés à L'Appui au développement du Sport de Haut Niveau"</b>
<b>505 - Lutte contre les maladies</b>		1,256	184,170	36,832	222 258,74	
<b>506 - Survie et développement de la mère et de l'enfant</b>		7,669	174,081	2,095	183,845	
<b>508 - Fourniture des soins de santé de qualité</b>		45,998	23,977	54,000	123,975	
<b>TOTAL</b>	<b>289,095</b>	<b>63,142</b>	<b>387,451</b>	<b>120,753</b>	<b>853,046</b>	

**Table 2: PROPOSITON D'AUGMENTATION DU BUDGET DES CHR D (En milliers d'Ariary)**

Ministère/Institution-Mission-Programme	LFI 2021	PROPOSITION	IMPACT BUDGETAIRE
00-71-3-16C-10101 CHR D AMBOHIDROA	22945	24881	1936
00-71-3-16C-10201 CHR D ITAOSY	55989	57262	1273
00-71-3-16C-10301 CHR D ANOSY AVARATRA AVARADRANO	43682	46196	2514
00-71-3-16C-10402 CHR D AMBATOLAMPY	40441	42497	2056
00-71-3-16C-10605 CHR D ANDRAMASINA	24995	27245	2250
00-71-3-16C-10707 CHR D ANJOZOROBE	29011	30945	1934
00-71-3-16C-10803 CHR D ANKAZOBE	37889	40757	2868
00-71-3-16C-10909 CHR D ANTANIFOTSY	34165	35763	1598
00-71-3-16C-11212 CHR D ARIVONIMAMO	39616	41498	1882

<b>00-71-3-16C-11310</b> <b>BETAFO</b>	<b>CHRD</b>	30210	32559	2349
<b>00-71-3-16C-11404</b> <b>FARATSIHO</b>	<b>CHRD</b>	41480	43469	1989
<b>00-71-3-16C-11503</b> <b>FENOARIVO BE</b>	<b>CHRD</b>	36971	38679	1708
<b>00-71-3-16C-11615</b> <b>MANJAKANDRIANA</b>	<b>CHRD</b>	44434	46248	1814
<b>00-71-3-16C-11813</b> <b>SOAVINANDRIANA</b>	<b>CHRD</b>	39164	40949	1785
<b>00-71-3-16C-12001</b> <b>MANDOTO</b>	<b>CHRD</b>	17309	17535	226
<b>00-71-3-16C-20302</b> <b>AMBANJA</b>	<b>CHRD</b>	40790	42814	2024
<b>00-71-3-16C-20404</b> <b>AMBILOBE</b>	<b>CHRD</b>	37700	40135	2435
<b>00-71-3-16C-20504</b> <b>ANDAPA</b>	<b>CHRD</b>	36392	39478	3086
<b>00-71-3-16C-20606</b> <b>ANTALAHA</b>	<b>CHRD</b>	45742	48528	2786
<b>00-71-3-16C-20705</b> <b>NOSY-BE</b>	<b>CHRD</b>	39996	40304	308
<b>00-71-3-16C-20919</b> <b>VOHEMAR</b>	<b>CHRD</b>	42519	44198	1679
<b>00-71-3-16C-30301</b> <b>AMBALAVAO</b>	<b>CHRD</b>	70082	70082	0
<b>00-71-3-16C-30401</b> <b>AMBATOFINANDRAHANA</b>	<b>CHRD</b>	36615	39124	2509
<b>00-71-3-16C-30503</b> <b>AMBOHIMAHASOA</b>	<b>CHRD</b>	34088	36171	2083
<b>00-71-3-16C-30703</b> <b>BEFOTAKA SUD</b>	<b>CHRD</b>	27487	29559	2072
<b>00-71-3-16C-30804</b> <b>FANDRIANA</b>	<b>CHRD</b>	38790	41303	2513
<b>00-71-3-16C-31007</b> <b>IKONGO</b>	<b>CHRD</b>	39679	46056	6377
<b>00-71-3-16C-31102</b> <b>IAKORA</b>	<b>CHRD</b>	29314	31972	2658
<b>00-71-3-16C-31208</b> <b>IFANADIANA</b>	<b>CHRD</b>	40694	45224	4530
<b>00-71-3-16C-31307</b> <b>RANOHIRA</b>	<b>CHRD</b>	42123	46535	4412
<b>00-71-3-16C-31403</b> <b>IKALAMAVONY</b>	<b>CHRD</b>	28599	30477	1878
<b>00-71-3-16C-31502</b> <b>IVOHIBE</b>	<b>CHRD</b>	27715	29876	2161
<b>00-71-3-16C-31715</b> <b>MANANJARY</b>	<b>CHRD</b>	42359	45072	2713
<b>00-71-3-16C-31805</b> <b>MIDONGY SUD</b>	<b>CHRD</b>	32807	34090	1283

<b>00-71-3-16C-31907</b>	<b>CHRD</b>	42196	44713	2517
<b>NOSIVARIKA</b>				
<b>00-71-3-16C-32024</b>	<b>CHRD</b>	39940	46394	6454
<b>VANGAINDRANO</b>				
<b>00-71-3-16C-32115</b>	<b>CHRD</b>	18497	26744	8247
<b>VOHIPENO</b>				
<b>00-71-3-16C-32216</b>	<b>CHRD</b>	31074	33732	2658
<b>VONDROZO</b>				
<b>00-71-3-16C-32301</b>	<b>CHRD</b>	32031	32883	852
<b>MANANDRIANA</b>				
<b>00-71-3-16C-40301</b>	<b>CHRD</b>	39383	39383	0
<b>AMBATO-BOENI</b>				
<b>00-71-3-16C-40401</b>	<b>CHRD</b>	22272	24908	2636
<b>AMBATOMAINTY</b>				
<b>00-71-3-16C-40504</b>	<b>CHRD</b>	30034	31746	1712
<b>ANALALAVA</b>				
<b>00-71-3-16C-40601</b>	<b>CHRD</b>	29735	32307	2572
<b>ANTSALOVA</b>				
<b>00-71-3-16C-40810</b>	<b>CHRD</b>	21834	23026	1192
<b>BEALANANA</b>				
<b>00-71-3-16C-40907</b>	<b>CHRD</b>	34569	36686	2117
<b>BEFANDRIANA NORD</b>				
<b>00-71-3-16C-41004</b>	<b>CHRD</b>	24004	26446	2442
<b>BESALAMPY</b>				
<b>00-71-3-16C-41104</b>	<b>CHRD</b>	27603	28570	967
<b>KANDREHO</b>				
<b>00-71-3-16C-41405</b>	<b>CHRD</b>	28340	28951	611
<b>MAMPIKONY</b>				
<b>00-71-3-16C-41518</b>	<b>CHRD</b>	34821	36989	2168
<b>MANDRITSARA</b>				
<b>00-71-3-16C-41610</b>	<b>CHRD</b>	36450	38267	1817
<b>MAROVOAY</b>				
<b>00-71-3-16C-41707</b>	<b>CHRD</b>	25431	26640	1209
<b>MITSINJO</b>				
<b>00-71-3-16C-41803</b>	<b>CHRD</b>	26192	26192	0
<b>MORAFENOBE</b>				
<b>00-71-3-16C-41910</b>	<b>CHRD</b>	32742	35311	2569
<b>BORIZINY</b>				
<b>00-71-3-16C-42003</b>	<b>CHRD</b>	32630	34271	1641
<b>SOALALA</b>				
<b>00-71-3-16C-42112</b>	<b>CHRD</b>	40377	43226	2849
<b>TSARATANANA</b>				
<b>00-71-3-16C-50405</b>	<b>CHRD</b>	39669	41923	2254
<b>AMPARAFARAVOLA</b>				
<b>00-71-3-16C-50501</b>	<b>CHRD</b>	35203	37011	1808
<b>ANDILAMENA</b>				
<b>00-71-3-16C-50605</b>	<b>CHRD</b>	38879	41696	2817
<b>ANOSIBE AN'ALA</b>				
<b>00-71-3-16C-50701</b>	<b>CHRD</b>	23585	25604	2019
<b>ANTANAMBAO MANAMPOTSY</b>				

<b>00-71-3-16C-50815</b>	<b>CHRD</b>			
<b>BRICKAVILLE</b>		41241	43276	2035
<b>00-71-3-16C-51008</b>	<b>CHRD</b>			
<b>MAHANORO</b>		48188	49925	1737
<b>00-71-3-16C-51107</b>	<b>CHRD</b>			
<b>MANANARA NORD</b>		40500	41650	1150
<b>00-71-3-16C-51206</b>	<b>CHRD</b>			
<b>MAROANTSETRA</b>		53212	55027	1815
<b>00-71-3-16C-51311</b>	<b>CHRD</b>			
<b>MAROLAMBO</b>		36470	39117	2647
<b>00-71-3-16C-51417</b>	<b>CHRD</b>			
<b>MORAMANGA</b>		49241	50444	1203
<b>00-71-3-16C-51501</b>	<b>CHRD</b>			
<b>SAINTE-MARIE</b>		36336	38042	1706
<b>00-71-3-16C-51609</b>	<b>CHRD</b>			
<b>SOANIERANA-IVONGO</b>		34902	36950	2048
<b>00-71-3-16C-51716</b>	<b>CHRD</b>			
<b>VATOMANDRY</b>		42916	45528	2612
<b>00-71-3-16C-51810</b>	<b>CHRD</b>			
<b>VAVATENINA</b>		35308	37492	2184
<b>00-71-3-16C-60301</b>	<b>CHRD</b>			
<b>AMBOASARY SUD</b>		36593	38547	1954
<b>00-71-3-16C-60502</b>	<b>CHRD</b>			
<b>AMPANIHY</b>		60371	62929	2558
<b>00-71-3-16C-60602</b>	<b>CHRD</b>			
<b>ANKAZOABO SUD</b>		27595	29624	2029
<b>00-71-3-16C-60714</b>	<b>CHRD</b>			
<b>BEKILY</b>		25531	27785	2254
<b>00-71-3-16C-60807</b>	<b>CHRD</b>			
<b>BELO-TSIRIBIHINA</b>		32532	33445	913
<b>00-71-3-16C-60901</b>	<b>CHRD</b>			
<b>BELOHA</b>		29226	31795	2569
<b>00-71-3-16C-61001</b>	<b>CHRD</b>			
<b>BENENITRA</b>		26540	28878	2338
<b>00-71-3-16C-61102</b>	<b>CHRD</b>			
<b>BEROROHA</b>		27126	29436	2310
<b>00-71-3-16C-61205</b>	<b>CHRD</b>			
<b>BETIOKY</b>		33646	35597	1951
<b>00-71-3-16C-61308</b>	<b>CHRD</b>			
<b>BETROKA</b>		39331	40273	942
<b>00-71-3-16C-61507</b>	<b>CHRD</b>			
<b>MAHABO</b>		11760	26896	15136
<b>00-71-3-16C-61605</b>	<b>CHRD</b>			
<b>MANJA</b>		37970	40225	2255
<b>00-71-3-16C-61713</b>	<b>CHRD</b>			
<b>MIANDRIVAZO</b>		38840	40225	1385
<b>00-71-3-16C-61806</b>	<b>CHRD</b>			
<b>MOROMBE</b>		25997	27283	1286
<b>00-71-3-16C-62010</b>	<b>CHRD</b>			
<b>SAKARAHA</b>		31201	31662	461

00-71-3-16C-62105 TSIHOMBE	CHRD	34750	36632	1882
00-71-3-16E-10212 BONGATSARA	CHRD	35853	38288	2435
00-71-3-16E-10305 AMBOHIMANGAKELY	CHRD	34456	35943	1487
00-71-3-16E-10522 MAHITSY	CHRD	41459	44229	2770
00-71-3-16E-10706 D'ANALAOA	CHRD	35108	36299	1191
00-71-3-16E-11109 ANDRANOMANELATRA	CHRD	40481	42727	2246
00-71-3-16E-11615 MANAKAVALY	CHRD	30933	32884	1951
00-71-3-16E-20802 AMBOAHANGIBE SAMBAVA	CHRD	40474	42820	2346
00-71-3-16E-61206 BEZAHA	CHRD	37894	40613	2719
00-71-3-16E-61806 ANDAVADOAKA	CHRD	28274	29993	1719
<b>TOTAL</b>		<b>3 321 538</b>	<b>3 533 579</b>	<b>212 041</b>

**Table 3: Augmentation Budget DSSB et DPEV**

En milliard d'Ariary	LFI 2021	PROPOSITION	IMPACT BUDGETAIRE DE L'AUGMENTATION PAR RAPPORT AU PLFI 2021
DIRECTION DES SOINS DE SANTE DE BASE (DSSB)	3,617	4,741	1,123
DIRECTION DU PROGRAMME ELARGI DE VACCINATION (DPEV)	14,543	26,680	12,137
<b>TOTAL</b>	<b>18,161</b>	<b>31,421</b>	<b>13,26</b>

## ANNEXE 2 : AUGMENTATION DU BUDGET DU MAEP

**Table 4: Proposition de BUDGET pour MAEP**

	SOLDES	FONCT	INVEST		TOTAL	IMPACT BUDGETAIRE DE L'AUGMENTATION PAR RAPPORT AU PLFI 2021	SOURCE DE REALLOCATION
			EXT	INT			
<b>033 - Administration et Coordination</b>	6292,00	0,00	0,00	0,00	6292,00	690,00	<b>PROVISIONS SUR OPERATION D'INVESTISSEMENT DU MEF ( A PARTIR DES 704,656 Milliards)</b>
<b>061 - Administration et Coordination</b>	31775,00	12494,00	0,00	10000,00	54269,00	6154,00	
<b>408 - Développement de la pêche et des ressources halieutiques</b>	0,00	6351,00	56486,00	750,00	63587,00	1463,00	
<b>411 - Agriculture</b>	0,00	6083,00	401601,00	60403,00	468087,00	40524,00	
<b>412 - Elevage</b>	0,00	619,00	0,00	910,00	1529,00	0,00	
<b>TOTAL</b>	<b><u>38067,00</u></b>	<b><u>25547,00</u></b>	<b><u>458087,00</u></b>	<b><u>72063,00</u></b>	<b><u>593764,00</u></b>	<b><u>48831,00</u></b>	

**ANNEXE 3 : AUGMENTATION DES BUDGETS ACCORDES AU ILCC ET AUX  
ORGANES DE CONTROLES EXTERNES DES FINANCES PUBLIQUES**

*Table 5: PROPOSITION DE BUDGET POUR LES ILCC*

<b>BUDGET ILCC (En Ariary)</b>	<b>BUDGET TOTAL NECESSAIRE</b>	<b>BUDGET ACCORDE AU NIVEAU DU PLFI 2021</b>	<b>BUDGET ACCORDE AU NIVEAU DU PLFI 2021</b>	<b>PROPOSITION DE BUDGET POUR LES ILCC</b>	<b>PROPOSITION BUDGET ACCORDE (%)</b>	<b>IMPACT BUDGETAIRE</b>	<b>SOURCE DE REALLOCATION</b>
<b>CSI</b>	<b>2 441 415 000</b>	1 643 301 000	67,31%	1 708 990 500	70%	65 689 500	<b>PROVISIONS SUR OPERATION D'INVESTISSEMENT DU MEF ( A PARTIR DES 704,656 Milliards)</b>
<b>BIANCO</b>	<b>23 574 716 000</b>	8 728 810 000	37,03%	12 966 093 800	55%	4 237 283 800	
<b>SAMIFIN</b>	<b>3 090 000 000</b>	1 944 711 000	62,94%	2 163 000 000	70%	218 289 000	
<b>PAC</b>	<b>7 668 450 000</b>	3 503 829 000	45,69%	4 601 070 000	60%	1 097 241 000	
<b>TOTAL</b>	<b><u>40 014 581 000</u></b>	<b>15 820 651 000</b>		<b><u>21 439 154 300</u></b>		<b><u>5 618 503 300</u></b>	



**Table 6: PROPOSITION DE BUDGET POUR LES ORGANES DE CONTROLES EXTERNE DES FINANCES PUBLIQUES**

<b>CHIFFRES EN MILLIONS D'ARIARY</b>	<b>PLFI 2021</b>	<b>PROPOSITION BUDGET</b>	<b>IMPACT BUDGETAIRE</b>	<b>SOURCE DE REALLOCATION</b>
<b>Contrôle externe des Finances Publiques (TOTAL)</b>	<b><u>751,415</u></b>	<b><u>2 101,725</u></b>	<b><u>1 350,310</u></b>	<b>PROVISIONS SUR OPERATION D'INVESTISSEMENT DU MEF ( A PARTIR DES 704,656 Milliards)</b>
<b>COMMISSION DE CONTRÔLE DU FINANCEMENT DE LA VIE POLITIQUE (CCFVP)</b>	134,804	251,211	116407,00	
<b>COUR DES COMPTES ANTANANARIVO</b>	277,978	318,411	40433,00	
<b>TRIBUNAL FINANCIER ANTANANARIVO</b>	60,200	1 231,248	1171048,00	
<b>TRIBUNAL FINANCIER ANTSIRANANA</b>	60,074	62, 756	2682,00	
<b>TRIBUNAL FINANCIER FIANARANTSOA</b>	57,797	67,437	9640,00	
<b>TRIBUNAL FINANCIER MAHAJANGA</b>	53,562	53,562	0,00	
<b>TRIBUNAL FINANCIER TOAMASINA</b>	57,700	67,800	10100,00	
<b>TRIBUNAL FINANCIER TOLIARA</b>	49,300	49,300	0,00	